

SESSION DE CLÔTURE DE MANDAT À L'APW DE TIZI OUZOU

Loin des habituelles passes d'armes

Consacrée au vote du budget primitif pour l'année 2013, la session de l'APW de lundi dernier qui clôt une mandature de cinq ans s'est déroulée dans un climat plutôt calme et bon enfant, une ambiance inhabituelle qui tranche avec les débats houleux et passionnés qui opposaient les représentants des différents groupes politiques qui constituent l'assemblée.

Remisées aux vestiaires les querelles d'obédience et les passes d'armes. Rendez-vous au prochain mandat et peut-être même bien avant, à la toute prochaine campagne électorale.

Entre-temps, les présents ont eu droit à des échanges plutôt convenus entre élus et, même, entre ces derniers et les représentants de l'administration. Dans son discours de clôture du mandat électif de l'actuelle assemblée, le P/APW adressera «ses» remerciements et «sa» gratitude «à tous ceux et à toutes celles, dira-t-il, qui m'ont accompagné dans cette stimulante mission (...) vous avez porté haut et fort auprès des autorités régionales, nationales et même internationales la voix de la population».

M Bellabas n'a pas manqué d'adresser ses remerciements au wali dont il louera la disponibilité et la collaboration dont l'objectif «est de faire progresser la prospérité et le cadre de vie des citoyens de la wilaya». Une région, soulignera-t-il «qui a été brûlée, brisée, écrasée, abandonnée mais qui n'a jamais abdiqué». En

outre, il se félicitera du fait que «les résultats marquent un incontournable progrès».

Le wali de Tizi-Ouzou ne manquera pas, de son côté, de témoigner sa reconnaissance au travail effectué par les élus. «Je suis témoin que beaucoup de choses ont été faites durant votre mandat. Nous avons pris des initiatives qui sont le fruit de votre réflexion et des propositions de l'APW», dira A. Bouazgui qui citera de nombreuses opérations de développement inscrites ou en cours de réalisation au profit de la wilaya. «Certains élus locaux incarnent par leur compétence, leur professionnalisme et leur moralité le modèle de l' élu exemplaire», témoignera le wali qui prend des engagements à respecter dans le cadre de la future assemblée et relatifs au suivi et à l'évaluation du travail des différents directeurs de l'exécutif.

En outre, les élus ont procédé au vote du budget primitif pour l'exercice de l'année 2013. D'une cagnotte globale de 2 466 460 756,00 dinars, le budget présen-

te une balance équilibrée en recettes et en dépenses d'un montant global de 2 466 460 756,00 dinars.

Plusieurs remarques s'imposent aux yeux de l'observateur. En termes de recettes, il convient de signaler l'augmentation de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) qui passe à 84 597 994,00 dinars, soit un taux de 11,36 % par rapport à l'exercice de l'année 2012.

En termes de dépenses, 89,70 % du budget, soit 82 212 437,75 dinars sont alloués à la section fonctionnement contre 254 022 922,25 dinars équivalent à un taux de 10,30% pour la section équipement.

La répartition par chapitre donne un net avantage pour le secteur de la sécurité et de la Protection civile avec un taux de 53,03%.

Viennent ensuite, la wilaya avec 19,25%, les communes 55,68%, les secteurs de l'éducation 5,48%, de l'action sociale 5,23%, les secteurs de la jeunesse et des sports et de la culture 4,91%... Interpellé au sujet de la surcharge des classes, le directeur de l'éducation dira que le problème ne se pose pas pour la wilaya de Tizi-Ouzou qui jouit d'un taux d'occupation des classes appréciable au niveau de l'ensemble des paliers de l'éducation.

S. Hadibi, vice-P/APW présentera un

compte rendu sur un projet portant sur le développement local de la wilaya réalisé et mené à son terme dans le cadre d'un partenariat avec Twiza-Solidarité Marseille, une ONG française. Hadibi regrettera les blocages persistants de l'administration centrale de certaines initiatives locales initiées dans le cadre de financements conjoints.

Pour sa part, le directeur de l'agriculture indiquera, en réponse à l'interpellation sur les dégâts occasionnés par les incendies, que le ministère de tutelle a décidé d'octroyer 500 000 plants d'oliviers au profit des propriétaires dont les oliveraies ont été ravagées par le feu, durant l'été 2012.

Le directeur de l'agriculture ajoutera, en réponse à une interpellation de certains élus qui auraient préféré que le ministère de tutelle octroie des réparations financières, que cela peut se faire dans le cadre de dispositifs de financements et de crédits mis à la disposition des agriculteurs par son département ministériel de tutelle.

Des réponses qui n'ont pas satisfait les élus pour qui les réponses du ministre de l'Agriculture constituent des solutions de long terme pour de nombreux agriculteurs dont l'olivier est la principale source de revenus.

S. A. M.

TIPASA

Les 35 travailleurs de la Bibliothèque centrale menacent

Les 35 employés de la Bibliothèque centrale de Tipasa ont fait parvenir à notre rédaction une copie de la requête transmise à madame la ministre de la Culture, à travers laquelle, ils font état de salaires impayés depuis le mois d'août à ce jour.

A ce titre, ces travailleurs rappellent que depuis l'ouverture de cette Bibliothèque centrale de Tipasa, en juin 2012, ils n'ont perçu que les salaires de juin et de juillet 2012.

Parmi ces 35 travailleurs, des pères de famille s'inquiètent de la proximité des fêtes de Aïd El Adha et de son lot de dépenses. «On est privé de l'achat du mouton de l'Aïd et des vêtements pour nos enfants», nous a confié M. Ahmed, un agent de cette Bibliothèque centrale qui exerce une tutelle sur les 26 bibliothèques et salles de lecture communales réparties à travers la wilaya de Tipasa. Un autre groupe de travailleurs, exaspéré déclare : «Nous nous approvisionnons à crédit auprès des épiceries de la ville, et des autres commerçants. On ne peut plus attendre. Ce retard dans le versement de nos salaires est inexpliqué», clament en colère ces travailleurs

Dans leur requête, ces 35 travailleurs, demandent à madame la ministre, la désignation d'une commission d'enquête, en vue de tirer au clair cette situation.

En conclusion, et à défaut de paiement des salaires dans les meilleurs délais, ces travailleurs menacent de recourir à une grève, et éventuellement à un sit-in devant les sièges de la wilaya et de la mairie de Tipasa.

Larbi Houari

AÏN DEFLA

Les budgets de deux instituts de formation paramédicale rejetés par le contrôle financier

L'Institut national de la formation supérieure paramédicale (INFSP) de Khemis Miliana et l'Institut de la formation paramédicale (IFP) d'El Attaf ont vu, au mois de juin dernier, leurs budgets respectifs rejetés par le contrôle financier de la wilaya.

Si les personnels de ces deux établissements ont été payés à découvert jusqu'à la fin du mois d'août dernier, en même temps que les dépenses dites «obligatoires», il n'en est rien pour ce qui est des dépenses concernant les autres chapitres notamment les fournitures et autres approvisionnements, tels que l'alimentation des internats. Selon diverses sources, les salaires des personnels sont bloqués depuis le mois dernier.

Au sujet des rejets de ces bud-

gets, le contrôleur financier de la wilaya le justifie et dit : «Je ne fais qu'appliquer les textes en vigueur qui exigent un document à joindre au budget attestant de l'existence d'un conseil d'orientation pour l'institut national et d'un conseil d'administration élargi pour l'Institut de formation paramédicale d'El Attaf. Ces deux documents, indispensables selon les textes qui régissent ce type d'établissement sont élaborés par le ministère de la Santé.» Il se trouve qu'à ce jour, ces documents ne sont pas encore établis, même si selon des informations de dernière minute on indique qu'ils sont en cours d'élaboration.

On précise que ces documents n'étaient pas exigibles lorsque ces établissements avaient le statut d'écoles paramédicales. Maintenant ils sont promus au statut d'instituts dont la gestion administrative relève d'une autre législation. Voilà donc deux établissements qui acquièrent

un nouveau statut en l'absence de textes fondamentaux concernant la gestion financière. Ce ne sont pas les seuls documents qui font défaut pour l'instant, avons-nous appris de sources concordantes. Même les textes d'application de base ne sont pas encore établis. En attendant que les nouveaux textes soient établis, notifiés et mis en application, des établissements tournent à crédit ou à découvert. Qu'on s'imagine que les fournisseurs s'abstiennent de livrer à crédit et ces établissements seront dans l'obligation de «mettre la clé sous le paillason».

En attendant qu'une solution soit trouvée et que l'administration centrale prenne en charge ce problème, conformément aux textes concernant le changement de statut des établissements, les personnels ne sont pas payés et le sacrifice du mouton de l'Aïd sérieusement compromis.

Karim O.

Retrouvez ce samedi le n° 39 de Soirmagazine

Sommaire

ENQUÊTE-TÉMOIGNAGES

Papa a l'âge de papy !

Revêtir le costume de papa ou de maman au détour de la cinquantaine, ce n'est pas très courant. Pourtant, ça existe. Ils ont certes l'âge de camper le rôle de papy et mamy, mais un mariage sur le tard ou une grossesse fortuite, et voilà que la cigogne vous rend visite avec un petit landau coincé dans le bec.

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

«Comment peut-on priver les gens du plaisir d'avoir des enfants quel que soit leur âge ?»

M^{me} Ali Khodja, doyenne des psychologues de la région de Guelma, nous éclaire dans cet entretien sur ces couples qui ont des enfants sur le tard et comment cette catégorie de parents vit-elle ce statut.



C'EST MA VIE

Un cordon-bleu pas comme les autres

Bourbiaa Rabah est un cordon-bleu. Cela pourrait être banal si on n'y ajoute pas le fait qu'il soit un handicapé moteur de naissance : il est estropié de la main et du pied gauches. Son handicap ne l'a pas gêné à monter sur le piédestal de la gastronomie.

VOYAGE CULINAIRE

Virée à Tlemcen pour goûter la bastila

Cette semaine, nous allons voyager dans l'Ouest algérien, plus exactement dans la ville de Tlemcen pour découvrir un plat hérité des Espagnols lors de leur passage dans les pays du Maghreb. Il s'agit de la bastila (pastilla), ce plat sucré-salé très prisé durant les fêtes.